

**CRISE
MALGACHE
Clôture du
sommet de
Maputo,
d'autres
discussions
prévues dans
10 jours**

La rencontre de Maputo, qui a regroupé depuis mercredi les parties politiques malgaches, visant à résoudre la crise que traverse l'île de Madagascar, a pris fin hier, et une autre réunion aura lieu toujours au Mozambique dans une «dizaine de jours». «La médiation a donné rendez-vous aux chefs de file dans une dizaine de jours à Maputo», pour débattre de la répartition des postes pendant la transition politique, a déclaré l'émissaire de l'ONU pour Madagascar, Tiébilé Dramé, dont l'organisation prend part à la médiation sur la crise malgache. Le représentant de l'Union africaine (UA) pour Madagascar, Ablassé Ouédraogo, a confirmé cette information. Maputo, capitale du Mozambique, a abrité depuis mercredi dernier une rencontre qui a regroupé le chef de l'autorité transitoire malgache Andry Rajoelina, et son rival, le président déchu Marc Ravalomanana, ainsi que les anciens chefs d'Etat Albert Zafy et Didier Ratsiraka. Ces derniers, représentant les principales mouvances politiques de ce pays de l'océan Indien, ont conclu dans la nuit de samedi à dimanche un accord prévoyant la mise en place d'un gouvernement de transition, chargé d'organiser dans les quinze mois un scrutin présidentiel et législatif. Mais ils ne se sont pas mis d'accord sur l'attribution des postes au sein des institutions de la transition. La prochaine réunion prévue à Maputo est destinée à résoudre ce dernier point d'achoppement, selon les médiateurs.

LA MAURITANIE CONNAIT SON 1^{er} ATTENTAT SUICIDE

Al-Qaïda Maghreb cible la France

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

C'est le premier attentat suicide en Mauritanie. Dans la soirée de samedi, un kamikaze a fait exploser sa ceinture d'explosifs devant l'ambassade de France à Nouakchott.

Deux agents de sécurité de l'ambassade, qui faisaient leur jogging à proximité et une passante mauritanienne ont été légèrement blessés. Le kamikaze qui a été tué sur le coup serait un jeune mauritanien de 22 ans, formellement identifié comme membre de la mouvance islamiste.

Il serait rentré dans le pays depuis seulement dix jours, ont déclaré des responsables de la police mauritanienne, dont les propos ont été rapportés par le site du quotidien *Le Figaro*. Les policiers ont souligné, par ailleurs, que le

kamikaze est «un élément que nous recherchions, il était dans le collimateur des services de sécurité». L'attentat de samedi intervient à seulement trois jours après l'investiture de l'ex-général Mohamed Ould Abdelaziz dans ses nouvelles fonctions de président de la République après qu'il ait destitué le 6 août 2008 son prédécesseur-Sidi Ould Chikh Abdallahi - et qu'il ait organisé des élections qui l'ont porté à la tête du pays. «Je ne ménagerai aucun effort pour lutter contre le terrorisme et ses causes», avait annoncé dans son discours d'investiture le nouveau chef de l'Etat qui a toujours reproché à l'ancien président mauritanien son laxisme dans le traitement du terrorisme. Il n'en fallait certainement pas plus pour que la

branche d'Al-Qaïda poursuive et intensifie ses actions terroristes. Si le mode opératoire –attentat suicide – est nouveau dans ce pays, les actes terroristes eux-mêmes sont loin d'être une première en Mauritanie. Il y a un mois et demi, l'organisation terroriste Al-Qaïda au Maghreb avait revendiqué l'assassinat d'un enseignant américain à Nouakchott. Un des trois, présumés assassins, inculpé depuis une semaine, avait avoué avoir non seulement planifié cet assassinat du ressortissant américain mais aussi participé aux meurtres de soldats mauritaniens en 2007 et 2008. Ce n'est pas en plus la première fois que la France constitue une cible pour les terroristes islamistes. Quatre ressortissants de l'Hexagone avaient été assassinés en 2007 et

leurs assassins présumés sont toujours en instance de jugement. La France, pour rappel, avait dans un premier temps fermement condamné le coup d'Etat opéré en Mauritanie, mais cette position n'a pas duré longtemps, le pouvoir français s'étant finalement félicité de l'organisation d'élection présidentielle. Sarkozy s'est même fait représenter aux cérémonies d'investiture du nouveau président mauritanien. Ce dernier, Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la coopération a déclaré hier que l'attentat de jeudi «viserait la lutte contre Al-Qaïda» menée par le nouveau président, autrement dit qu'il ne viserait pas directement la France. En attendant, le parquet antiterroriste de Paris a ouvert hier une enquête.

K. B.-A.

IRAN

Les pro-régime veulent juger Khatami, Moussavi et Karoubi

Un haut responsable des Gardiens de la révolution a appelé hier à «juger et punir» l'ancien président réformateur Mohammad Khatami et les deux candidats de l'opposition, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, pour leur rôle dans la contestation post-électorale.

Yadwollah Javani, chef du bureau politique de cette force d'élite du régime, a déclaré qu'un complot en vue de mener une «révolution de velours» contre la République islamique avait été fomenté en Iran. «Quel est le rôle de Khatami, Moussavi et Karoubi (...) dans ce coup d'Etat ? S'ils en sont les instigateurs, et c'est le cas, les responsables de la justice et de la sécurité doivent les arrêter, les juger

et les punir pour éteindre les feux de ce complot», affirme M. Javani dans un article publié dans *Sobhe Sadegh*, l'hebdomadaire du bureau politique des Gardiens de la révolution. Un autre responsable militaire a également demandé des mesures contre «les chefs du complot».

«Les citoyens, mais aussi les éléments vendus (aux étrangers, ndlr) et les instigateurs de ce complot,

attendent de voir comment le pouvoir agira contre les dirigeants de ce complot et les chefs du coup d'Etat», a déclaré, selon l'agence officielle Irna, le général Massoud Jazayeri, adjoint du chef de l'état-major chargé des questions culturelles et de la propagande.

«Il est évident que le jugement des principaux instigateurs des troubles récents aura un rôle déterminant pour neutraliser les éventuels complots à l'avenir», a-t-il ajouté.

MM. Khatami, Moussavi et Karoubi ont demandé l'annulation du scrutin du 12 juin, qui a vu la réélection du

président Mahmoud Ahmadinejad, en dénonçant des fraudes. M. Jazayeri a aussi souhaité «plus de contrôle sur les ambassades» au lendemain du procès de la jeune française Clotilde Reiss et de deux employés locaux des ambassades britannique et française. Lors de ce procès, l'Iranien Hossein Rassam, analyste politique à l'ambassade de Grande-Bretagne, a été formellement accusé d'espionnage.

Candidats battus à la présidentielle, MM. Karoubi et Moussavi réclament toujours l'annulation du scrutin pour fraude et de

nouvelles élections. Mercredi, jour où M. Ahmadinejad a prêté serment pour un nouveau mandat, M. Moussavi a affirmé que les arrestations de manifestants n'empêcheraient pas la poursuite de la contestation.

P r é d é c e s s e u r d'Ahmadinejad, l'ex-président réformateur Khatami a lui notamment fait entendre sa voix le 2 août, au lendemain de la première audience du Tribunal révolutionnaire de Téhéran chargé de juger certains acteurs de la contestation, en qualifiant leurs procès de «mise en scène».

PAKISTAN

Rumeurs de combats entre talibans après la mort présumée de leur chef

La situation semblait confuse hier chez les talibans pakistanais, qui auraient, selon les autorités, commencé à s'entretuer pour la succession de leur chef Baïtullah Mehsud, probablement mort mercredi dans un tir de missile américain.

Le ministre de l'Intérieur, Rehman Malik, a indiqué samedi soir que ses services cherchaient à confirmer des informations faisant état de violents combats vendredi entre deux

commandants talibans, successeurs potentiels de Mehsud, dans la zone tribale reculée du Waziristan du Sud (nord-ouest). L'un de ces deux commandants – Wali-ur Rehman et Hakimullah – aurait été tué dans ces affrontements, a ajouté M. Malik, sans plus de précisions. «Des informations indiquent qu'il y a eu des combats entre Wali-ur Rehman et Hakimullah (et) que l'un d'entre eux est mort. Je ne vais pas dévoiler son nom. Je cherche à confirmer ces

informations», a déclaré M. Malik à la chaîne de télévision privée Pakistani TV. Les commandants du Mouvement des talibans du Pakistan (TTP), le plus important réseau taliban du pays, seraient rassemblés depuis plusieurs jours dans le Waziristan du Sud pour désigner un successeur à leur chef Baïtullah Mehsud, dont la mort a été annoncée par de multiples sources. Hakimullah Mehsud est l'un des adjoints et le principal porte-parole de Baïtullah Mehsud. Wali-ur Rehman est, lui, un haut commandant du TTP. Le gouvernement pakistanais, de son côté, a annoncé sa mort probable, tout en disant attendre les résultats de l'enquête pour le confirmer officiellement.

Baïtullah Mehsud faisait figure d'ennemi numéro un du gouvernement du Pakistan, qui lui a attribué une très grande partie de la série d'attentats qui ont fait plus de 2 000 morts à travers le pays depuis deux ans, dont celui qui a tué l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto en décembre 2007.

Les zones tribales pakistanaises du nord-ouest ont été secouées par la rébellion des talibans depuis que ces derniers ont été chassés du pouvoir dans l'Afghanistan voisin fin

2001 par une coalition militaire internationale menée par les Etats-Unis. Ces derniers considèrent ces régions semi-autonomes, reculées, montagneuses et très peu contrôlées, comme le principal repaire des rebelles et de leurs alliés d'Al-Qaïda dans la région. Toujours dans le nord-ouest, au moins 21 personnes (14 rebelles, deux soldats, un policier et quatre civils) ont été tuées ces derniers jours dans divers affrontements dans les districts de Mohmand, Bannu et Swat, selon plusieurs responsables de sécurité pakistanais. Par ailleurs, dans la province tout aussi instable du Baloutchistan (sud-ouest), des rebelles séparatistes ont tué quatre policiers qu'ils retenaient en otage depuis le mois dernier, a annoncé la police locale.

Ils ont également menacé de tuer les six autres policiers qu'ils détiennent toujours, avec plusieurs employés de sociétés privées, si le Pakistan ne retirait pas ses troupes de la région et ne libérait pas certains prisonniers, a ajouté la même source. Les rebelles avaient déjà tué quatre autres policiers qu'ils retenaient en otage le mois dernier. Tous ces bilans ne pouvaient être vérifiés de source indépendante.

NIGERIA

Des hommes armés font exploser un gazoduc dans le delta du Niger

Un gazoduc dans les champs pétrolifères d'Utorogun, dans l'Etat nigérian du Delta (sud-est) a été saboté à l'explosif par des hommes armés non identifiés, a rapporté dimanche la presse nigériane. Selon le quotidien, Daily Independent, basé à Lagos, c'est la première fois qu'une telle attaque se produise contre le réseau d'une station de compression de la Compagnie de gaz nigériane gérée par Shell, qui approvisionne l'entreprise Delta Steel Company en gaz compressé. Un porte-parole de la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell a fait savoir que les premiers éléments de l'enquête montraient que de la dynamite reliée à des fils avait été retrouvée sur le

lieu de l'incident. Il a appelé les experts sécuritaires à nettoyer la zone avant sa réouverture. Le Delta du Niger est, depuis plusieurs années, le théâtre d'attaques revendiquées par le mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger, principal groupe armé du sud du Nigeria, visant des installations pétrolières étrangères dans cette région, riche en hydrocarbures. Depuis l'apparition de ce groupe armé en 2006, la production de brut du Nigeria a chuté de près d'un tiers et plafonne actuellement à 1,8 million de baril/jour contre 2,6 mbj trois ans plus tôt. Ce groupe armé prétend vouloir «défendre les intérêts spoliés de la population du sud des bénéfices de la manne pétrolière».